MEMORIAL

DES

SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENEVE

Dix-septième et dix-huitième séances

Dix-septième séance - Mardi 13 octobre 1998, à 17 h

Présidence de M. Daniel Pilly, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Michel Rossetti*, conseiller administratif et *M. Pierre de Freudenreich*.

Assistent à la séance: *M. André Hediger*, maire, *M. Pierre Muller*, vice-président, *M. Alain Vaissade* et *Mme Jacqueline Burnand*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 30 septembre 1998, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 13 octobre et mercredi 14 octobre 1998, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. André Hediger, maire. Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, lors de l'une de vos dernières séances, vous avez voté la résolution N° 559 dont l'intitulé était: «Politique culturelle en région Rhône-Alpes: Genève doit travailler avec Lyon et non collaborer avec Vichy».

Je tiens à vous dire que le Conseil administratif partage vos préoccupations et s'associe entièrement à votre vote. Il suivra donc votre suggestion dans le cadre des relations qu'il entretient avec les municipalités françaises et la région Rhône-Alpes.

(Applaudissements.)

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je souhaiterais vous informer, à propos de la motion N° 323 concernant la formation continue pour les concierges professionnels et non professionnels de la GIM, que nous allons donner des cours théoriques ainsi que des cours pratiques à tous les concierges.

Un premier cours aura lieu le 18 novembre et un deuxième cours, pratique celui-là, aura lieu au Centre technique de Richelien. Les concierges professionnels et non professionnels auront aussi l'occasion d'apprendre le maniement des extincteurs, en collaboration avec l'inspection cantonale du feu et le SIS.

Si vous me le permettez, Monsieur le président, j'ai une deuxième petite communication. Ce matin, suite à un article paru dans le journal *Le Matin*, j'ai été interpellé par plusieurs représentants des médias qui m'ont demandé si, par hasard, nous avions trouvé dans les tiroirs de la Ville de Genève 2 millions de francs pour restaurer le monument Brunswick. Cet article paru dans *Le Matin* est totalement erroné. Il se trouve que, dans les fonds spéciaux de la Ville de Genève, il y a le fonds Brunswick, issu du legs de M. Brunswick, et que ce fonds s'élève actuellement, en chiffre rond, à 1 700 000 francs.

Communications du Conseil administratif

Voilà, Mesdames et Messieurs, il va sans dire que, parfois, des assertions dans la presse peuvent être parfaitement stupides et déplacées et fassent naître des rumeurs également stupides et déplacées. Voilà pour la précision.

(M. Lescaze demande la parole.)

Le président. Monsieur Lescaze, c'est à propos de cette communication? *(Signe négatif de M. Lescaze.)* Non. Alors, on y reviendra après.

Avec les documents relatifs à cette séance, vous avez tous reçu une communication du Conseil administratif concernant les modalités d'utilisation du crédit destiné aux intermittents du spectacle. Voici cette communication:

Annexe:

Le président. Je donne tout de même la parole au Conseil administratif, s'il veut ajouter quelque chose à ce qui a été écrit. *(Signe négatif de M. Vaissade.)* Nous prenons donc acte de la communication du Conseil administratif.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. J'ai plusieurs communications à vous transmettre.

La première concerne la séance des naturalisations prévue à 18 h, ce soir - je sais que M. Lyon ainsi que M. Lescaze désirent intervenir à ce propos. Puisque nous avons écrit dans la convocation qu'il s'agissait d'une séance extraordinaire, normalement nous devrions la considérer comme une séance supplémentaire, c'est-à-dire suspendre la séance à 18 h, signer à nouveau une feuille de présence afin de toucher un jeton de présence pour une heure de naturalisations.

Il a paru au bureau que ce n'était pas la bonne manière, qu'il fallait simplement continuer notre séance en décrétant le huis clos à partir de 18 h et poursuivre notre séance avec les naturalisations pendant une heure. Il faut donc considérer que cette séance de naturalisations fait partie de notre séance de 17 h, sauf qu'à partir de 18 h elle est à huis clos. Voilà la décision prise par le bureau.

Je donne la parole à M. Lescaze et ensuite à M. Lyon qui voulaient intervenir à ce sujet.

M. Bernard Lescaze (R). Personnellement, je ne tiens pas forcément à intervenir à ce sujet, votre réponse me paraît claire.

En revanche, je regrette que les motions et les interpellations qui ont été déposées à la séance du 29 septembre - séance convoquée exceptionnellement pour le budget mais séance ordinaire du Conseil municipal - ne soient pas inscrites à la fin de l'ordre du jour d'aujourd'hui et je demande qu'elles figurent au début des nouvelles interpellations, motions, etc. de la prochaine séance. Même s'il n'y a pas toujours une urgence particulière, il est bon que les citoyens et les citoyennes qui, parfois, quand même, suivent notre action politique, puissent savoir que nous avons déposé telle ou telle motion.

En l'occurrence, vous avez vous-même lu, lors de la séance dernière, ma demande d'interpellation au Conseil administratif concernant la plaine de Plainpalais et le problème des marchés de

Communications du bureau du Conseil municipal

Plainpalais - interpellation qui intéresse tout spécialement M. Hediger - et je souhaite qu'elle soit traitée au moins lors de la séance de novembre. Je demande donc qu'elle figure au début de l'ordre du jour qui concerne ces points.

Le président. Bien, Monsieur Lescaze, vous m'avez précédé, puisque cela devait être ma deuxième communication. Je vais donc régler ce problème maintenant, puis nous reviendrons sur la question des naturalisations.

Effectivement, lors de notre séance du 29 septembre, un certain nombre de propositions, dont la vôtre, Monsieur Lescaze, ont été déposées. Il est évident que ces propositions seront au début des propositions des conseillers municipaux inscrites à notre séance du mois de novembre. Elles précéderont donc celles qui seront déposées ce soir ou demain. Nous accédons donc à votre demande qui est tout à fait normale.

En effet, ces propositions ont été déposées le 29 septembre, elles ont donc été annoncées régulièrement, c'est simplement une question de délai qui nous a empêchés de les faire figurer à notre ordre du jour d'aujourd'hui, voilà.

On peut maintenant revenir à la question de la séance des naturalisations; Monsieur Lyon, vous avez la parole.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG). Merci, Monsieur le président. Si nous étions représentés au bureau, nous aurions pu faire nos observations lors de la séance du bureau qui a eu lieu à 16 h 30, mais puisque cela n'a pas été possible, je vais le faire maintenant.

Les journalistes, qui viennent à notre séance 17 h, devront partir à 18 h, en raison du huis clos, pour revenir ensuite à 20 h 30. Aussi, je me demande s'il n'aurait pas été préférable de faire la séance de naturalisations demain à 20 h 30. Il me semble que ce serait beaucoup plus correct vis-à-vis de la presse qui essaie de relater nos travaux.

Communications du bureau du Conseil municipal

Je vous suggère, Monsieur le président, de mettre aux voix ma proposition de faire la séance de naturalisations demain à 20 h 30, car de la faire ce soir à 18 h, je trouve cela aberrant!

Le président. On peut toujours faire autrement, Monsieur Lyon. Il est clair que nous aurions pu la faire demain à 20 h 30, mais le problème sera le même pour les journalistes. En effet, les naturalisations vont nous prendre environ une heure et nous devrions demander aux journalistes d'attendre derrière la porte, jusqu'à 21 h 30, qu'on lève le huis clos.

Toutefois, je mets volontiers aux voix votre proposition de faire les naturalisations demain, à 20 h 30, plutôt qu'aujourd'hui à 18 h.

Mise aux voix, la proposition de M. Lyon est refusée à la majorité.

Le président. Maintenant, sur la question de savoir si c'est une séance extraordinaire avec jetons de présence. Est-ce que quelqu'un s'oppose à ce que ce soit la continuation de notre séance, sans jetons de présence supplémentaires? (*Personne ne conteste cette procédure.*) Bien, nous procéderons ainsi.

J'ai une troisième communication. Nous avons reçu une lettre de Mme Künzler, présidente de la commission de l'aménagement et de l'environnement. Je demande à notre secrétaire, Mme Cretignier, de nous la lire.

Lecture de la lettre:

Genève, le 8 octobre 1998

Monsieur,

La commission de l'aménagement s'est réunie le 6 octobre 1998 pour examiner le rapport N° 392 du Conseil administratif sur la

Communications du bureau du Conseil municipal

validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale N° 1 «Sauvons nos parcs».

La commission a décidé, à la quasi-unanimité (1 abstention), de clore le débat sur ce sujet au sein de la commission de l'aménagement, car de toute évidence c'est à la commission du règlement de juger de la validité de l'initiative.

Quant au fond, la commission de l'aménagement estime que le travail a déjà été accompli par l'étude de la motion N° 284 «Pour préserver les parcs genevois».

La motion proposée par la commission de l'aménagement va tout à fait dans le sens voulu par les initiants, selon le procès-verbal N° 20 de la séance du 31 mars 1998, en invitant le Conseil administratif « à recenser les espaces et les lieux publics à usage de parcs, jardins ou squares; à inclure dans cette liste les espaces verts de proximité jouant le rôle d'extension du logement et à inclure également les lieux qualifiés d'espaces verts mais qui ne le sont manifestement pas (Pré-L'Evêque) afin que le Conseil administratif puisse, en usant du droit d'initiative communale, demander au Conseil d'Etat d'engager une procédure d'adoption d'un plan des zones de verdure de la ville de Genève, déclarant celles-ci inconstructibles sous réserve de construction de peu d'importance nécessaire à ces espaces.»

Le rapport de M. Reichenbach sur la motion N° 284 a été déposé le 6 octobre 1998.

Je vous remercie par avance de l'attention portée à la présente et vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

La présidente de la commission de
l'aménagement et de l'environnement

Michèle Künzler

Le président. Alors, Mesdames et Messieurs, le bureau, suite à cette lettre, vous suggère la procédure suivante: manifestement, le traitement de cette initiative doit être réservé simplement à la commission du règlement, d'après ce que nous dit la commission

Communications du bureau du Conseil municipal

de l'aménagement qui, à l'unanimité, comme vous l'avez entendu, estime qu'elle a fait son travail dans ce domaine.

Alors, nous vous suggérons formellement de retirer le renvoi de cette initiative à la commission de l'aménagement et d'ajouter simplement la lettre de Mme Künzler, qui justifie cette procédure, dans le rapport qui sera celui de la commission du règlement.

Si vous êtes d'accord avec cette manière de procéder, nous ferons donc ainsi. La commission de l'aménagement est donc dessaisie de l'examen de l'initiative «Sauvons nos parcs».

Quatrième communication: nous avons reçu une lettre de l'Association des locataires de la Ville de Genève qui demande qu'une lettre qu'elle a adressée au président de la commission du logement, soit communiquée à l'ensemble du Conseil municipal. Je demande à Mme de Candolle de lire cette lettre.

Lecture de la lettre:

Genève, le 29 septembre 1998

Monsieur le président,

Suite à votre lettre du 23 septembre concernant notre impossibilité d'être présents lors de l'audition de M. Muller concernant la pétition N° 79, nous aimerions porter à votre connaissance le fait suivant:

- la GIM envoie actuellement à certains locataires une circulaire annonçant une baisse du loyer réel (voir copie ci-jointe).

Cette démarche ne répond pas aux nombreux points que nous tentons de négocier depuis deux ans avec la GIM, notamment:

- une méthode de calcul du loyer réel transparente et équitable pour tous les locataires;
- le retrait du règlement du 4 septembre 1996;
- l'adoption d'un unique règlement (actuellement il y en a 5 en vigueur).

Communications du bureau du Conseil municipal

La GIM n'a pas informé l'association de cette proposition et nous craignons que cette mesure soit appliquée individuellement pour calmer quelques esprits, sans donner de réponses par rapport aux points soulevés dans notre pétition.

D'autre part, cette démarche ajoute la confusion à ce dossier et perpétue le système en vigueur.

Nous regrettons de ne pas pouvoir assister à cette audition et comptons sur les travaux de votre commission afin de conclure positivement ce dossier.

Veuillez recevoir, Monsieur le président, nos salutations distinguées.

Pour l'association:

<i>Florence Bergeron</i>	<i>Giovanna Vegezzi</i>
Présidente	Secrétaire

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Concernant cette affaire de loyer, je prends acte que, lorsqu'on baisse les loyers en Ville de Genève, il se trouve encore des locataires, quelques locataires, particulièrement dans des îlots de résistance que l'on connaît maintenant et que nous avons identifiés, qui ne sont pas satisfaits de la baisse des loyers.

J'en prends acte et nous reviendrons probablement prochainement avec des solutions peut-être différentes par rapport à ces baisses de loyers. Je pensais qu'il était logique de baisser les loyers chers en Ville de Genève, étant donné la baisse des taux hypothécaires et la situation du marché immobilier. Malgré cela, certains ne sont pas contents; c'est vous dire les prédispositions qu'ont ces gens-là pour critiquer le Conseil administratif. Ils rouspètent contre des baisses de loyer. C'est tout à fait désopilant et insensé! Merci.

Le président. Je crois qu'on ne va pas ouvrir de discussion là-dessus. Cette lettre sera renvoyée à la commission du logement, puisqu'elle est adressée à M. Bonny.

Communications du bureau du Conseil municipal

Bon, Monsieur Bonny, vous avez la parole, mais ensuite nous arrêtons là.

M. Didier Bonny (DC). Merci, Monsieur le président, je ne veux pas ouvrir le débat sur ce sujet, mais j'interviens en tant que président de la commission du logement pour dire simplement que je suis un petit peu étonné qu'on lise cette lettre maintenant. En effet, nous sommes en train de traiter cet objet, nous allons auditionner M. Muller et ses collaborateurs lundi prochain, un rapport sera rendu très prochainement dans cette enceinte. Ce n'est donc effectivement pas le moment de faire le débat et il me semble que l'on aurait pu éviter de lire cette lettre.

Je ne sais pas très bien sur quels critères le bureau choisit de lire ou non les lettres qui lui sont transmises. Il est déjà arrivé que des lettres soient transmises directement en commission, sans en donner lecture dans cette enceinte, surtout si le sujet n'est pas traité dans l'ordre du jour des séances plénières. Merci.

Le président. C'est possible, mais en général on lit les lettres que l'on reçoit. C'est vraiment exceptionnel qu'on les transmette directement sans les lire, surtout lorsque les gens demandent explicitement que leur lettre soit lue, ce qui est le cas en particulier.

(M. Marquet demande la parole.)

Non, on arrête le débat là-dessus, Monsieur Marquet. Excusez-moi, mais on a reçu un grand nombre de communications et il faut avancer un peu.

Cinquième communication du bureau: nous avons reçu deux lettres de France, suite à notre prise de position vis-à-vis de la région Rhône-Alpes, manifestée par le vote de la résolution N° 559 «Politique culturelle en région Rhône-Alpes: Genève doit travailler avec Lyon et non collaborer avec Vichy».

Communications du bureau du Conseil municipal

Je demande à Mme de Candolle de lire la lettre de M. Roland Leynaud, 45, cours Franklin-Roosevelt, 69006 Lyon.

Lecture de la lettre:

Lyon, le 29 septembre 1998

Messieurs,

Comme beaucoup de Lyonnais sans doute, j'ai été assez surpris en prenant connaissance de la résolution votée par votre Conseil concernant la politique culturelle de la région Rhône-Alpes.

On peut sourire de la redondance des termes employés et de l'emphase du texte - plus surprenante est l'allusion au «refus de collaborer avec Vichy».

Il n'est pas besoin d'être historien pour se souvenir que les autorités suisses ont reconnu jusqu'au dernier jour de son existence le gouvernement du maréchal Pétain et, par ailleurs, ont entretenu avec le régime hitlérien de fructueuses relations économiques. On a écrit beaucoup de choses à ce sujet...

Alors de grâce, Messieurs de Genève, laissez vos voisins faire leur petite cuisine, même si elle n'est pas à votre goût, et ne venez pas cracher dans leur soupe. C'est un conseil d'amitié.

Veillez agréer, Messieurs, mes sincères salutations.

Roland Leynaud

Le président. La deuxième lettre nous a été envoyée par fax le 5 octobre 1998, elle émane de M. Jean-Charles Cottonnet, 10, rue Faraday, 14000 Caen, et j'en demande la lecture à Mme Cretignier.

Lecture de la lettre:

Mairie de Genève,

Communications du bureau du Conseil municipal

Alors, la Suisse, ça y est, le pourrissement arrive chez vous?

On découvre que vos magnifiques banques prospéraient avec les sommes incroyables volées aux pauvres juifs.

On entend parler de véritables cours des miracles dans certaines de vos villes où les drogués, les pédés et les voyous de toutes sortes prolifèrent.

On voit dans une revue que des manifestations de gauchistes débraillés et hurleurs se baladent dans les rues de Genève l'orgueilleuse!

On entend maintenant un (une?) V.I.P. de cette ville se mettre à baver (sur Europe N° 1 ce matin 5.10.98) des invectives sur le fascisme dont serait porteur le Front national français et prévenir qu'il recevrait M. Charles Millon avec des cris, du bruit et des insultes, sous prétexte qu'il était élu avec ses voix!

Moi, qui faisais partie de ces imbéciles qui considéraient votre pays comme un modèle enviable au milieu d'une Europe décadente, je m'aperçois qu'en fait, chez vous, le pourrissement existait depuis longtemps mais soigneusement caché... comme les comptes à numéro de tous les voleurs du monde que vous hébergez dans vos coffres.

Et vous n'avez pas honte de nous faire la morale à nous, non pas fascistes, mais NA-TIO-NA-LIS-TES?

Je vois maintenant que les p'tits-suissees, après tout, c'est pas de la crème.

Si vous n'y êtes pour rien, excusez-moi, mais alors donnez bien vite une fessée cul-nu à l'imbécile qui a parlé si bêtement sur Europe N° 1. Nous n'avons pas de leçon à recevoir de tels individus. Et j'espère pour vous que celui-là n'est pas représentatif de l'idée que la Suisse se fait d'un parti légal et français à 100%.

Jean-Charles Cotonnet

Le président. Merci, Madame Cretignier. Nous passons à la sixième communication, à savoir une lettre de 022/TéléGenève, adressée à M. Hediger, maire. Madame de Candolle, veuillez nous la lire.

Communications du bureau du Conseil municipal

Lecture de la lettre:

Genève, le 5 octobre 1998

Concerne: Equipements vidéo de la salle du Grand Conseil

Monsieur le Maire et cher Monsieur,

Pour remplir son rôle de télévision citoyenne, la chaîne locale «Léman Bleu» a obtenu l'accord du bureau du Grand Conseil pour la retransmission en direct d'une séance mensuelle du parlement de la Ville de Genève. Cette prestation est de nature à mieux faire connaître les enjeux des débats et les acteurs de la vie politique. Elle a donc pour objectif de rapprocher les citoyens des institutions en créant un canal direct d'information.

Depuis quelques mois, la société TV Léman SA a eu plusieurs discussions avec les instances concernées pour mettre sur pied cette opération qui a débuté le jeudi 24 septembre 1998. Ces contacts ont concerné la mise en place d'équipements dans la salle du Grand Conseil, ainsi que la prise en charge des frais de la prestation.

Sur le plan technique, grâce à l'excellente collaboration des responsables de l'Hôtel-de-Ville, une structure de production a été installée sur place.

Consciente de l'importance de cette opération, notre société, qui a contribué à la création de la télévision locale et la soutient financièrement, a pris la décision de prendre à sa charge et d'offrir à l'Etat de Genève les équipements dont il a fallu doter la salle du Grand Conseil et le local de la régie. Pour information, le coût des installations est de l'ordre de 30 000 francs.

En tant que propriétaire d'une infrastructure de télécommunication qui dessert les habitants de notre canton, nous avons estimé qu'il était de notre devoir de contribuer ainsi également au développement de la communication sous toutes ses formes.

Communications du bureau du Conseil municipal

En espérant que ce geste permettra de contribuer à cet objectif, nous vous prions de croire, Monsieur le Maire et cher Monsieur, à l'assurance de notre considération distinguée.

Michel Vieux

Directeur

Michel Rossetti

Président

Le président. Merci, Madame de Candolle. Je vais vous donner lecture de la septième communication, c'est une lettre que j'ai reçue de M. Jean-Pierre Oberholzer, président de la commission sociale et de la jeunesse:

«Genève, le 13 octobre 1998

»*Concerne:* Désignation des représentants du Conseil municipal dans les commissions consultatives des centres d'action sociale et de santé

»Monsieur le président,

»La commission sociale et de la jeunesse vous propose de désigner parmi ses membres les conseillers municipaux suivants pour siéger au nom du Conseil municipal dans les commissions consultatives des centres d'actions sociale et de santé, à savoir:

- CASS/Jonction: Mme Nicole Bobillier
- CASS/Plainpalais: Mme Marie Vanek
- CASS/Champel: Mme Catherine Hämmerli-Lang
- CASS/Montchoisy: M. Pierre de Freudenreich
- CASS/Grottes: M. Jean-Louis Fazio
- CASS/Servette: Mme Hélène Cretignier
- CASS/Saint-Jean/Charmilles: M. Jean-Pierre Oberholzer
- CASS/Pâquis: M. Didier Bonny

»En raison du degré d'urgence à désigner nos représentants, nous vous demandons d'approuver ces nominations.

Communications du bureau du Conseil municipal

»Pour les futures nominations, la commission sociale et de la jeunesse déposera une motion visant à modifier le règlement du Conseil municipal.

Jean-Pierre Oberholzer

Président»

Le président. Il s'agira donc d'ajouter dans notre règlement la nomination de nos représentants.

Donc, semble-t-il, il y a une certaine urgence, car nous avons reçu un avis du Département de l'action sociale et de la santé qui nous demande d'envoyer nos représentants. La commission sociale a pris ça en mains, elle a désigné un certain nombre de personnes - dont je viens de donner les noms - et nous demande d'avaliser cette élection, qui n'en est pas vraiment une, mais qui en est une quand même, puisque c'est la commission sociale qui a désigné les représentants du Conseil municipal.

Je vous suggère d'accepter cette procédure extraordinaire jusqu'à ce que notre règlement soit modifié - de façon que l'on puisse faire une élection régulière - comme on le fait pour toutes les commissions extra-parlementaires.

Y a-t-il des oppositions à ce que ces personnes soient désignées de façon extraordinaire jusqu'à ce qu'une élection régulière puisse se faire?

(Seul M. Roberto Brogginini s'oppose à cette procédure.)

Si je le dis avec autant de détails, c'est pour... Monsieur Sormanni, vous demandez la parole?

M. Daniel Sormanni (S). Juste une chose, Monsieur le président. En ce qui concerne la modification du règlement du Conseil municipal, il me semble qu'une motion n'est pas suffisante, mais qu'il faut faire un projet d'arrêté.

Le président. Tout à fait. Monsieur Comte?

M. Alain Comte (AdG). Juste une petite question, Monsieur le président. Le mandat porte jusqu'à quelle date, s'il vous plaît?

Le président. En principe, c'est jusqu'à ce qu'on ait mis en place une procédure régulière!

M. Jean-Pierre Oberholzer, président de la commission sociale et de la jeunesse (L). Si je puis me permettre de répondre. Les commissions consultatives siègent normalement depuis le 1er janvier de cette année, et ce sont des mandats de deux ans renouvelables. Normalement, cela devrait donc porter jusqu'au 31 décembre 1999.

Donc, selon toute vraisemblance, on devra se prononcer sur ces candidatures en juin 1999, après les élections.

Le président. Voilà. C'est clair pour tout le monde?

Est-ce qu'il y a une opposition à cette manière de faire? A part M. Broggin, tout le monde accepte cette façon de faire. Ces personnes sont donc désignées comme nos représentants dans ces commissions.

Avant-dernière communication: je vous informe que la motion N° 347 de MM. Hubert Launay et Guy Valance, intitulée: «La Strada (suite)», est retirée.

Dernière communication: je vous demande de débarrasser vos pupitres à la fin de la séance car, demain, il y a aura une prestation de serment de 40 personnes.

Proposition: mesures en faveur des piétons

3. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 368 000 francs, destiné à la planification des mesures en faveur des piétons, à la réalisation de divers aménagements planifiés et à l'information à la population (N° 395).

Annexe:

Proposition: mesures en faveur des piétons

Préconsultation

M. René Winet (R). Il y a quelques mois, j'avais déposé une motion demandant au Conseil administratif de réaménager le passage à niveau qui se trouve aux Eaux-vives, plus exactement au chemin Frank-Thomas. Cette motion a été acceptée par ce Conseil et nous avons constaté que le passage a été mis en état; en revanche, rien n'a été entrepris pour la sécurité des piétons.

Nous estimons que cette motion, acceptée par le Conseil municipal, devrait être englobée dans la proposition N° 395 que le Conseil administratif nous présente ce soir. Evidemment, nous ne connaissons pas la formule que nous devrions utiliser pour intégrer cette motion à la proposition du Conseil administratif et que cette procédure soit acceptée par le Conseil municipal.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG). Dans le projet qui nous est présenté ce soir, il y a un certain nombre d'informations. Par rapport à l'article paru dans la *Tribune* au sujet des véhicules qui roulent dans les zones piétonnes et sur les trottoirs, le Conseil administratif s'est exprimé, mais j'aimerais savoir si la commission, qui devra fournir un important travail, tiendra compte de ces remarques, quels seront les critères de sécurité, et si cela ressortira dans son rapport. Il ne sert à rien de donner une information à la population, si on risque de se faire écraser sur les trottoirs!

Mise aux voix, la proposition est prise en considération et son renvoi à la commission des travaux est accepté à la majorité (quelques oppositions libérales et une abstention).

Le président. Nous avons reçu une motion urgente N° 359, de Mmes Christiane Olivier, Nicole Bobillier, Isabelle Brunier, MM. Manuel Tornare, Roger Deneys, Roman Juon, Olivier Coste, Jean-Louis Fazio, René Grand, Philip Grant, Pascal Holenweg, Sami Kanaan, Albert Knechtli, Michel Mermillod, Daniel Pilly, Jean-

Proposition: mesures en faveur des piétons

Charles Rielle, Daniel Sormanni et Marco Ziegler: «Soutien au respect de la dignité humaine, soutien aux requérants». Elle va être distribuée à chaque groupe et nous voterons sur l'urgence ce soir, à 20 h 30.

Proposition: modification des zones pour construire un musée d'ethnographie

4. Proposition du Conseil administratif, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, en vue de l'approbation du projet de loi modifiant les limites des zones de construction dans le quartier des Tranchées, sur le territoire de la Ville de Genève (création d'une zone à bâtir 2, destinée à un équipement d'utilité publique (Musée d'ethnographie) et extension du périmètre de protection de la Vieille-Ville et du secteur sud des anciennes fortifications) (N° 398).

Annexe:

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la proposition est prise en considération et son renvoi à la commission de l'aménagement et de l'environnement est accepté à l'unanimité.

Le président. Le point suivant de l'ordre du jour est le projet de résolution du Conseil administratif N° 403. Cet objet est arrivé au dernier moment, le bureau s'est toutefois déclaré d'accord de l'inscrire, en adjonction, à l'ordre du jour. Nous avons décidé de le traiter conjointement avec la motion N° 342 qui est régulièrement inscrite à notre séance de ce soir.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

**5.a) Résolution du Conseil administratif en vue de soutenir le
maintien de Vacheron & Constantin SA en ville de Genève (N°
403).**

PROJET DE RÉOLUTION

Considérant :

- la nécessité de maintenir et de développer le tissu économique en Ville de Genève;
- qu'il est essentiel de préserver, voire de développer l'emploi dans notre ville;
- qu'il est également indispensable de maintenir les recettes fiscales de la municipalité;
- qu'il faut tout entreprendre pour garder une société comme Vacheron & Constantin SA en ville de Genève;
- qu'il est utile et important de conserver un savoir-faire horloger si exceptionnel;
- l'importance et le caractère prestigieux de cette société;
- que cela permettrait de garder une industrie forte au centre de la ville;
- que cette entreprise, comme toute entreprise dynamique, doit agrandir ses locaux pour pouvoir se développer et prospérer;
- que les locaux des Halles de l'Ile s'y prêtent parfaitement;
- qu'il serait possible de procéder au relogement des locataires actuels, vu l'abondance de locaux actuellement disponibles;

le Conseil administratif propose au Conseil municipal d'adopter la résolution suivante:

Le Conseil municipal soutient le maintien de Vacheron & Constantin SA sur le territoire de la ville de Genève et toutes les mesures nécessaires pour atteindre ce but, notamment un redéploiement dans les Halles de l'Ile.

Il approuve toutes les actions qui seront menées par le Conseil administratif pour réaliser cet objectif.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

**5.b) Motion de MM. Pierre Reichenbach et Jean-Luc Persoz: «Des
cabinotiers à Genève: réhabilitation des Halles de l'Ile» (M-
342)¹.**

PROJET DE MOTION

Considérant:

- l'importance pour la Ville de Genève de conserver une industrie prestigieuse dans ses murs;
- qu'il est indispensable de préserver, voire de développer des postes de travail sur le territoire de la commune Ville de Genève;
- la nécessité pour notre commune de conserver un contribuable de cette importance;
- l'offre pléthorique de locaux vides permettant le relogement des locataires actuels,

le Conseil municipal prie le Conseil administratif d'envisager un changement d'affectation des Halles de l'Ile, afin d'y autoriser l'installation de la manufacture horlogère Vacheron & Constantin.

Le président. Au sujet de cette résolution du Conseil administratif et de cette motion de MM. Reichenbach et Persoz, une motion préjudicielle N° 351 a été déposée par Mmes Marie-France Spielmann, Isabelle Brunier, MM. Pascal Holenweg, Bernard Paillard, Guy Valance, Marco Ziegler, Roman Juon, Pierre Losio, Alain Marquet, Jean-Pierre Lyon et Jean-Pascal Perler. Elle est intitulée: «Halles de l'Ile, espace public».

PROJET DE MOTION PREJUDICIELLE

¹ Annoncé, 242.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

Considérant:

- la situation exceptionnelle des Halles de l'Ile;
- la polyvalence des usages que permettent ces bâtiments et l'insuffisance des usages qui en sont actuellement faits;
- qu'il est légitime d'en préserver le caractère public;
- qu'il est possible d'y implanter une activité, notamment culturelle, ambitieuse et vivante, générant animation et emplois;
- qu'il est indispensable de préserver le libre passage des piétons sur les cheminements actuels dans et autour des Halles de l'Ile;
- que l'offre pléthorique de locaux vides à Genève permet l'implantation d'activités artisanales et/ou manufacturières privées ailleurs,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'étudier et de faire étudier toute solution permettant aux Halles de l'Ile de devenir un lieu d'animation, de rencontre et d'activités publiques, notamment culturelles.

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'agir en sorte que l'espace, les bâtiments et l'affectation des Halles de l'Ile restent acquis au public et que le libre cheminement des piétons y soit assuré.

Le président. Naturellement, nous devons d'abord nous prononcer sur la motion préjudicielle, qui est préjudicielle non seulement à la motion de MM. Reichenbach et Persoz, mais également à la résolution du Conseil administratif. La motion préjudicielle conclut à réserver les Halles de l'Ile à un espace public, ce qui est évidemment contradictoire avec les deux autres propositions qui sont faites.

Conformément à notre règlement, nous traiterons d'abord de la motion préjudicielle, puis nous la mettrons aux voix. Si elle est acceptée, le débat sur ce sujet sera clos, c'est le but de toute motion préjudicielle qui se respecte.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

En d'autres termes, ces trois points sont liés. Le débat est ouvert, de façon générale, sur les trois points, mais nous voterons en premier sur la motion préjudicielle. Je donne la parole à l'un des motionnaires. (*M. Broggin* demande la parole.) Vous n'êtes pas motionnaire, Monsieur Broggin, je dois d'abord donner la parole aux motionnaires...

M. Roberto Broggin (Ve). Je fais une motion d'ordre, Monsieur le président.

Le président. Ah, c'est une motion d'ordre, alors on vous écoute. Mais les motions d'ordre doivent être déposées par écrit sur le bureau, Monsieur Broggin.

M. Roberto Broggin (Ve). Je lis dans le règlement du Conseil municipal, sous l'article 52: «La résolution est une déclaration du Conseil municipal.» Là c'est une déclaration du Conseil administratif, donc elle n'a pas lieu d'être. Premier point!

Deuxièmement, toujours dans le règlement du Conseil municipal, sous le titre «convocation», à l'article 22, alinéa 2, il est indiqué: «Les conseillers municipaux doivent être en possession des convocations contenant l'ordre du jour, ainsi que des documents utiles à la discussion, dix jours avant la séance, sauf en cas d'urgence motivée.» La résolution du Conseil administratif ne nous est parvenue qu'à la fin de la semaine passée. L'urgence n'ayant pas été expressément motivée, je vous demande, Monsieur le président, de retirer cette résolution de notre ordre du jour.

Le président. Monsieur Broggin, je ne vous cache pas que je me suis creusé la tête quand on m'a annoncé cette résolution. Avec le bureau, nous sommes arrivés à la conclusion qu'on pouvait la mettre à l'ordre du jour, parce que c'était une initiative du Conseil administratif, et qu'il arrive souvent que le Conseil administratif ajoute des propositions à l'ordre du jour, de façon

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

à ne pas prendre de retard sur des propositions importantes. Dans ce cas particulier, il semble que la firme Vacheron & Constantin attend des réponses rapidement. Pour toutes ces raisons, le bureau a accepté que cette résolution figure dans notre ordre du jour d'aujourd'hui. Malgré tout, je suis le premier à dire que cela se discute.

Je vais donner la parole à Mme Burnand, pour qu'elle justifie l'urgence de cette résolution dans notre ordre du jour. Quant à savoir si le Conseil administratif peut présenter des résolutions, la réponse est oui.

Il y a tout de même la motion d'ordre de M. Brogginì qui, sous prétexte que cette résolution nous est arrivée hors délai, demande que ce point soit mis à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Je mets quand même aux voix cette motion d'ordre. Celles et ceux qui pensent que la résolution du... (*Protestation de M. Brogginì qui demande la parole.*)

Monsieur Brogginì, c'est bien ce que vous avez proposé, non?

M. Roberto Brogginì (Ve). Monsieur le président, vu que vous et le bureau avez jugé qu'il était sage de discuter de cette résolution ce soir, je retire ma motion d'ordre.

Le président. Très bien. Nous pouvons alors entrer dans le débat. Je donne la parole à l'un des auteurs de la motion préjudicielle. Tout d'abord à M. Valance puis à M. Holenweg.

M. Guy Valance (AdG). Merci, Monsieur le président. Je m'exprimerai sur l'ensemble du paquet ficelé, comme l'on dit.

Mesdames et Messieurs, le bradage continue, la pensée à court terme est élevée au rang des beaux-arts dans cette résolution et, naturellement, au détriment de ceux-ci: Une entreprise achète littéralement une vitrine prestigieuse en alignant l'argent roi et, peut-être, avec un petit fond de menace sur la fiscalité du style «Si tu n'accèdes pas à mon caprice, j'irai voir ailleurs».

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

Cette politique, Mesdames et Messieurs, ou plutôt cette absence de politique, cette obsession de la solution de facilité est intolérable. Ce pragmatisme de mauvais aloi se fait à nouveau au détriment de la culture qui, je le rappelle en passant, au Conseil administratif, peut aussi être génératrice d'emplois directs ou indirects sans sacrifier, comme le fait notre exécutif systématiquement, au tout à l'économie.

Le centre-ville, Mesdames et Messieurs, totalement aseptisé par les banques, doit conserver un espace de vie, de contradiction, d'échange. Il doit être un lieu d'expression, j'irais jusqu'à dire un contre-pouvoir urbain à l'enfer tertiaire qui l'entoure. Rien, Mesdames et Messieurs, rien de sérieux n'a jamais été tenté pour soutenir durablement l'activité culturelle de ce lieu extraordinaire.

Il faut, il est vrai, repenser l'ensemble du concept culturel des Halles, et lui donner le souffle dérangeant, ambitieux, créatif et convivial dont il a besoin. Il faut, dès maintenant, se mettre au travail, à savoir faire de la politique et non pas de la basse gestion et donner aux Halles de l'Ile un rôle culturel central dans la cité.

Il faut, dès maintenant, également se mettre au travail, faire de la politique et chercher, avec l'entreprise Vacheron & Constantin, les modalités d'une installation plus adéquate à Genève. C'est pourquoi nous proposerons d'ailleurs à cette résolution un amendement. Mesdames et Messieurs, on ne peut pas accepter, comme le Conseil administratif, qu'une entreprise privée dicte ses conditions aux collectivités publiques, avec comme seul argument, finalement, le pouvoir sinistre de l'argent.

Genève doit cesser de se vendre au plus offrant, comme elle en a pris, la malheureuse, l'habitude depuis quelque temps. Notre centre-ville ne se transformera pas en Gstaad, ou en Monte-Carlo, tout entier dévolu au luxe, au consumérisme de placements, aux pauvres bijoux dormant dans des coffres, à l'argent. Bref, à l'ennui et au vide.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

Mesdames et Messieurs, nous proposons donc le renvoi de notre motion préjudicielle à la commission des beaux-arts, pour une étude approfondie. Nous n'entrons pas en matière sur la résolution telle qu'elle est présentée par le Conseil administratif. Nous pouvons, éventuellement, entrer en matière sur une résolution amendée, que mon collègue Launay vous exposera plus tard. Je vous remercie.

M. Pascal Holenweg (S). J'ajouterai deux ou trois mots à ce que vient de dire mon collègue Valance. Ce qui justifie pour nous le dépôt de la motion préjudicielle que vous avez sous les yeux, c'est le maintien d'un espace public, c'est-à-dire d'un espace librement accessible au public, d'un espace qui ne soit pas privatisé, que ce soit par une entreprise ou par des individus.

Je sais bien que s'est posée la question de la privatisation de fait d'une partie de ces Halles par des artistes ou des artistes retraités jouissant d'une rente de situation leur permettant de s'installer à demeure dans des locaux appartenant à la collectivité publique.

Mais là, on fait un pas de plus, on ne se contente pas d'accorder - jusqu'à ce que mort s'ensuive - quelques locaux plus ou moins poussiéreux à quelques artistes non moins poussiéreux, on accorde l'entièreté d'un site central de la ville de Genève à une entreprise privée, en échange de quoi cette entreprise nous promet, princièrement, que les piétons pourront continuer à traverser les Halles de l'Ile, en prenant bien soin, toutefois, de préciser qu'ils devront contourner les Halles, puisque les Halles seraient réaffectées à une entreprise qui, sans doute, rêve de se retrouver là où elle était il y a deux siècles.

Il n'est pas acceptable, pour nous, qu'un espace public central, dont on peut faire quelque chose, qu'il s'agisse d'un lieu culturel ou d'un lieu de détente soit, de fait, privatisé et que, d'une certaine manière, en droit de superficie ou en revente du terrain, la Ville aliène quelque chose qui fait partie du

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

patrimoine, non pas seulement de son patrimoine immobilier, mais du patrimoine collectif et du patrimoine social.

Tout le monde ici sera d'accord pour dire que l'affectation, l'utilisation actuelle des Halles de l'Ile, est insatisfaisante, que ce lieu n'est pas utilisé au mieux de ses possibilités, et qu'il pourrait être utilisé de meilleure manière et de manière plus riche. Mais, il n'est pas nécessaire et il est même inacceptable de tirer de l'insuffisance d'une affectation la conclusion que cette affectation doit être totalement privatisée.

Nous vous proposons, comme l'a dit M. Valance tout à l'heure, de repousser à la fois la motion émanant de l'entente et la résolution du Conseil administratif, puisque ces objets ont le même contenu, et de renvoyer, non seulement à la commission des beaux-arts, mais également à la commission de l'aménagement et de l'environnement, la motion préjudicielle que nous vous proposons.

Encore une fois, les Halles de l'Ile, quelle que soit leur utilisation actuelle et quelle que soit leur affectation actuelle, font partie du patrimoine public genevois, et il n'est, pour nous, pas acceptable que ce patrimoine public soit remis à une entreprise privée, fût-elle la plus prestigieuse de l'horlogerie genevoise, simplement parce que la Ville a été incapable d'utiliser correctement ce patrimoine jusqu'à présent. Je vous remercie.

Mme Isabelle Brunier (S). Quelques mots pour conforter l'aspect public que les Halles de l'Ile ont toujours eu et devraient garder à nos yeux. En fait, cet espace public a été gagné sur l'eau, et a été solidifié dès la fin du XVIe siècle et le début du XVIIe en plate-forme militaire, en bastion, grâce aux deniers publics. Au cours des siècles qui ont suivi, les bâtiments qui s'y sont élevés, aussi bien les abattoirs que la boucherie de l'Ile, et qui ont finalement été transformés en halles de marché au milieu du siècle passé, ont constamment été construits avec des deniers publics; il en a été de même pour le travail contre l'affouillement du Rhône.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

Cela fait donc maintenant à peu près trois ou quatre siècles que les contribuables genevois financent l'existence de bâtiments publics à cet emplacement et je trouve personnellement assez choquant qu'une entreprise, fût-elle prestigieuse et fût-elle installée en l'Ile depuis à peu près un siècle - guère plus - tout à coup, souhaite s'installer dans ce lieu, qui est effectivement un lieu magnifique, magique, qu'on a malheureusement laissé aller, d'abord par une rénovation tellement épuratrice qu'elle l'a quasiment tué, et ensuite, par incurie, celle du Conseil municipal, celle du Conseil administratif, incapables d'encourager une animation ou de donner ce lieu en location à des gens un peu plus concernés par cet endroit. Je trouve malheureux que ce lieu soit devenu ce qu'il est devenu, mais je pense qu'il peut encore être sauvé. Mais ce n'est pas en installant une entreprise de luxe à cet endroit-là, pour un siècle, avec un droit de superficie, qu'on l'arrangera.

Et, surtout, le problème à mes yeux, c'est qu'on perdra l'accès public d'un lieu qui est le dernier sur ces deux îles qui sont quasiment l'origine de la ville de Genève. C'est parce qu'il y avait ces îles, parce qu'il y avait un pont à cet endroit-là, que cette ville existe. C'est le seul lieu encore public qui existe tout le reste, ce sont des banques et des bijouteries. Même la Tour de l'Ile n'appartient plus à la Ville, ni aux citoyens. Eh bien, je trouve que c'est le dernier endroit à conserver au public et aux contribuables genevois, qui ont payé depuis des siècles l'érection de ces bâtiments. (*Quelques applaudissements.*)

M. Jean-Pierre Lyon (AdG). Les collègues qui ont présenté cette motion préjudicielle ont très bien détaillé les points importants. Et, pour vous montrer le sérieux de cette affaire, je vous signale qu'un renvoi en commission a été demandé. Ce n'est donc pas le rejet d'un dialogue, mais la volonté de trouver une solution, la meilleure, pour ce lieu du centre-ville en faisant en sorte qu'il profite à la population genevoise.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

Je suis certain que le Conseil administratif sera auditionné par la commission des beaux-arts où il pourra défendre sa position telle qu'il l'a définie dans sa résolution. Le Conseil administratif peut très bien, sans faire voter sa résolution par le Conseil municipal, évoquer ce problème à la commission des beaux-arts, laquelle rendra un rapport contenant tous les éléments nécessaires.

Mesdames et Messieurs, je vais soulever un point. Ne prétendons pas qu'on ne peut plus construire à Genève. La réalité est qu'on a beaucoup trop construit. Actuellement, les milieux immobiliers ont 450 000 m² de locaux administratifs, commerciaux et industriels sur les bras, sans parler des nombreux logements chers qui ne trouvent pas preneurs. Les faillites immobilières, inconnues il y a encore trois ou quatre ans, se succèdent aujourd'hui à une vitesse incroyable.

Alors, Mesdames, Messieurs, comme on se trouve avec un certain nombre de faillites - je pense à l'affaire des locaux de la Suisse, que nous avons évoquée lors d'une précédente séance - est-ce que le Conseil administratif ne pourrait pas négocier avec Vacheron & Constantin et lui trouver un autre bâtiment sur le territoire de la ville de Genève? Les locaux libres sont nombreux. Sur les 450 000 m² de surfaces commerciales à louer, certaines se trouvent au centre-ville, je peux vous le dire, à Rive tout spécialement.

Je pense, en effet, que la meilleure solution, la plus concrète, c'est de soutenir le renvoi de notre motion préjudicielle en commission des beaux-arts où tous les partis sont représentés. Le Conseil administratif pourra aussi s'exprimer, et le rapporteur qui s'occupera de cet objet pourra nous faire un rapport très détaillé et très important, qui changera peut-être la position de certaines personnes qui sont opposées à cette motion préjudicielle.

M. Pierre Losio (Ve). Très brièvement. La résolution du Conseil administratif a au moins un mérite, c'est qu'elle nous a réveillés

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

de la torpeur dans laquelle nous nous étions endormis. Nous avons été un peu distraits par des préoccupations telles que le Musée d'ethnographie, la Comédie, une éventuelle Maison de la danse, qui ont beaucoup agité les discussions ces derniers temps, et tout à coup les Halles de l'Ile reviennent à la surface. Ne serait-ce que pour cette raison, il faut absolument s'occuper de ces Halles de l'Ile.

Effectivement, il faut réinjecter soit un nouveau concept culturel, soit un nouveau mode d'animation, soit d'autres modes de fonctionner à l'intérieur du bâtiment tel qu'il est. En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas du tout favorables à ce que le domaine public - particulièrement un domaine si prestigieux au milieu de la ville et, par dessus le marché, sur l'eau - soit, d'une manière ou d'une autre, privatisé.

De plus, sur ce site, je vous rappelle que nous avons un vrai projet pour Genève, qui s'appelle le «Fil du Rhône». Le bâtiment des Halles de l'Ile est compris dans la globalité du projet urbanistique du «Fil du Rhône», et nous souhaitons que ce projet puisse avancer de la façon la plus rapide possible.

En ce qui concerne l'entreprise elle-même, bien entendu, nous ne sommes pas insensibles au fait que cette entreprise doit trouver en ville de Genève, sur notre territoire, d'autres possibilités. Il semblerait que sur le même site il existe une possibilité, puisque, dans le bâtiment attenant à Vacheron & Constantin, se trouve la Banque de New York, qui est vide. Ne pourrait-on pas exploiter cette piste-là, puisque l'immeuble n'est absolument pas occupé? M. Persoz confirme à M. Muller que la Banque de New York est vide.

Peut-être pourrions-nous explorer cette piste-là avant de vouloir accorder à une entreprise un domaine auquel la population a très largement accès.

Les Verts accepteront donc naturellement d'aller à la commission des beaux-arts, en espérant que dans la prochaine législature on trouve une solution plus animée et plus attrayante pour les Halles de l'Ile.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

Préconsultation sur la motion préjudicielle

M. Jean-Luc Persoz (L). Je suis d'avis, et votre motion préjudicielle le prouve, qu'il est grand temps qu'il y ait un débat au sujet des Halles de l'Ile.

J'ai quelques remarques préliminaires à faire. On parle de Vacheron & Constantin. A Genève, nous avons on a une industrie horlogère très développée. Il y a une autre société prestigieuse qui fabrique parmi les plus belles montres du monde, elle a déménagé et quitté notre commune et elle est maintenant à Plan-les-Ouates, il s'agit de Patek Philippe. Vous savez combien les déménagements sont chers à mon cœur, mais j'aimerais qu'on essaie d'éviter un déménagement similaire pour Vacheron & Constantin.

Lorsque j'entends «Lieu magique, lieu prestigieux, laissez un accès au public», je me demande depuis combien de temps vous n'êtes pas passés aux Halles de l'Ile. En ce qui me concerne - et c'est pour ça que j'ai vu, Monsieur Losio, que l'immeuble attenant à l'immeuble actuel de Vacheron est vide, je ne sais pas s'il est disponible, mais il est vide - j'y suis allé dimanche matin. J'ai fait la balade au «Fil du Rhône», c'est magnifique et, je me suis retrouvé dans les Halles de l'Ile après avoir passé sous le pont de la Coulouvrenière, dans un no man's land absolument épouvantable, où les boîtes aux lettres sont ouvertes au pied de biche et les murs entièrement tagués. J'imagine aisément que vous désireriez un emplacement culturel plus adéquat que celui-ci mais, en l'état et actuellement, c'est vraiment n'importe quoi aux Halles de l'Ile.

Cela étant, la place de la culture, Mesdames, Messieurs, dans notre société est d'une importance que, comme beaucoup ici, et on en a la preuve ce soir, nous considérons comme capitale. C'est pourquoi nous, libéraux, nous avons toujours soutenu l'effort financier de la Ville de Genève pour la culture. Néanmoins, nous considérons que l'équilibre indispensable entre ceux qui créent des emplois, ceux qui paient des impôts, ceux qui participent au

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités
publiques aux Halles de l'Ile

ménage de notre commune et ceux qui bénéficient des subventions justifiées pour le développement culturel de Genève doit être maintenu et défendu.

Mesdames et Messieurs, nous sommes conscients de la nécessité d'un espace tel que celui proposé actuellement aux Halles de l'Ile. Pourtant, il nous paraît possible de trouver une solution pour reloger les animateurs actuels de ces locaux. Reconnaissez avec moi qu'il existe certainement une solution mieux adaptée que l'emplacement actuel pour les activités défendues par la motion préjudicielle, ce que nous confirme le Conseil administratif, ce soir, avec sa résolution.

Nous trouvons à Genève, et dans d'autres cantons, des exemples de locaux industriels aménagés en de superbes bâtiments à vocation culturelle, une des plus belles réussites dans ce domaine est juste à côté, c'est la transformation du Bâtiment des Forces-Motrices. Ces exemples doivent nous permettre d'imaginer la réaffectation d'un bâtiment industriel désaffecté, même si ces bâtiments sont trop nombreux à Genève, pour des expériences culturelles comme celles réalisées jusqu'ici aux Halles de l'Ile, on doit arriver à trouver une solution qui permette aux Halles de fonctionner, parce que là, en l'Ile, les gens n'y vont pas. Vous le constatez vous-mêmes, et M. Holenweg l'a souligné tout à l'heure.

Les Halles de l'Ile, qui constituent un site historique de toute première qualité - là, je suis d'accord avec Mme Brunier - pourraient avantageusement accueillir l'un des fleurons - parce que c'est de cela dont il s'agit - l'un des fleurons de notre industrie horlogère.

On ne parle ni de luxe, ni d'argent dans des coffres, Monsieur Valance, on parle d'emplois, d'une main-d'œuvre très qualifiée et d'une main-d'œuvre qui travaille, pour le moment, à Genève. Il s'agit là, en ce qui concerne Vacheron, de la plus ancienne manufacture horlogère du monde, qui est justement née, il y a plus de deux siècles, à cet endroit de Genève.

Résolution et motion: Vacheron & Constantin ou des activités publiques aux Halles de l'Ile

Pouvons-nous courir le risque, Mesdames et Messieurs, de perdre un nombre important d'emplois au profit d'un autre canton à tradition horlogère, ou d'une autre commune de notre canton, ce qui serait évidemment moins dommageable? Dans un cas comme dans l'autre, nous verrions disparaître un contribuable important du territoire de notre commune. Pris entre le cœur et la raison, il est de notre devoir, voire de notre responsabilité, Mesdames et Messieurs, de répondre non à cette question.

Le Conseil administratif nous fait une proposition ce soir. Si nous lui renvoyions la motion préjudicielle, qui deviendrait une motion standard, et la motion de M. Reichenbach et de moi-même, et que nous renvoyions la résolution du Conseil administratif à une commission, que ce soit celle des finances ou celle de l'aménagement ou directement au Conseil administratif, on pourrait avoir ici, rapidement, un projet tenant compte de toutes ces propositions et prendre une décision en toutes connaissances de cause.

C'est pourquoi le groupe libéral vous recommande de réserver à cette résolution et à notre motion un accueil favorable, de réserver à la motion préjudicielle un accueil poli. D'une motion préjudicielle d'en faire une motion normale et de renvoyer le tout soit au Conseil administratif soit à la commission des finances, on verra cela tout à l'heure, pour pouvoir recevoir sur nos bancs, rapidement, un projet qui nous permette de nous décider. Je vous remercie.

Le président. Comme nous avons décidé de traiter les naturalisations à 18 h, je pense que nous allons arrêter le débat maintenant.

Les prochains orateurs seront: MM. Reichenbach, Muller, Mouron, Pattaroni, Mme von Arx, puis M. Holenweg. Nous reprendrons donc à 20 h 30 avec ce débat.

Propositions des conseillers municipaux - Interpellations -
Questions

6. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

7. Interpellations.

Néant.

8. Questions.

Néant.

Le président. Maintenant, nous prononçons le huis clos pour les naturalisations.

Séance levée à 18 h.

SEANCE EXTRAORDINAIRE

Dix-huitième séance - Mardi 13 octobre 1998, à 18 h

9. Requêtes en naturalisation genevoise: 18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 23e, 24e, 25e et 26e listes 1998.

Siégeant à huis clos, le Conseil admet les candidats suivants à la naturalisation genevoise:

Annexe sur disquette.

SOMMAIRE

Séance du 13 octobre 1998, à 17 h:

1. Communications du Conseil administratif
2. Communications du bureau du Conseil municipal
3. Proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 368 000 francs destiné à la planification des mesures en faveur des piétons, à la réalisation de divers aménagements planifiés et à l'information à la population (N° 395)
4. Proposition du Conseil administratif, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, en vue de l'approbation du projet de loi modifiant les limites des zones de construction dans le quartier des Tranchées, sur le territoire de la Ville de Genève (création d'une zone à bâtir 2 destinée à un équipement d'utilité publique (Musée d'ethnographie) et extension du périmètre de protection de la Vieille-Ville et du secteur sud des anciennes fortifications) (N° 398)
- 5.a) Résolution du Conseil administratif en vue de soutenir le maintien de Vacheron & Constantin SA en ville de Genève (N° 403)
- 5.b) Motion de MM. Pierre Reichenbach et Jean-Luc Persoz: «Des cabinetiers à Genève: réhabilitation des Halles de l'Ile» (M-342).

- Motion préjudicielle de Mmes Marie-France Spielmann, Isabelle Brunier, MM. Pascal Holenweg, Bernard Paillard, Guy Valance, Marco Ziegler, Roman Juon, Pierre Losio, Alain Marquet, Jean-Pierre Lyon et Jean-Pascal Perler: «Halles de l'Ile, espace public» (M-351).

6. Propositions des conseillers municipaux

7. Interpellations

8. Questions

Séance du 13 octobre 1998, à 18 h:

9. Requêtes en naturalisation genevoise: 18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 23e, 24e, 25e et 26e listes 1998

La mémorialiste:
Marguerite Conus